



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/096 du 22 juillet 2025
de mise en demeure à l'encontre de la société IRIS OHYAMA FRANCE pour
son site exploité, Parc d'activité Le Levant, 990 avenue Marguerite Perey, sur
la commune de Lieusaint (77127)**

VU le code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement », et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8 et L. 511-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté interministériel du 8 juillet 2022 portant nomination d'une directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Île-de-France ;

VU l'arrêté préfectoral n° 24/BC/049 du 9 août 2024 du Préfet de Seine-et-Marne donnant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU l'arrêté préfectoral n° 18/DCSE/IC/028 du 3 mai 2018 autorisant la société IRIS OHYAMA FRANCE à exploiter une usine de fabrication de mobiliers plastiques et son centre logistique situés 990 avenue Marguerite Perey – ZA du Parc du Levant sur la commune de Lieusaint (77127) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRIEE/UD77/045 du 5 juillet 2019 imposant à la société IRIS OHYAMA FRANCE des prescriptions complémentaires relatives à l'exploitation de silos de stockage de matières

premières plastiques sur son usine de fabrication de mobiliers plastiques sur la commune de Lieusaint (77127) ;

VU le rapport n° E4/25-1531 du 20 juin 2025 de l'inspection des installations classées à la suite de la visite d'inspection du 27 mai 2025 ;

VU le courrier n° E4/25-1530 du 27 juin 2025 informant la société IRIS OHYAMA FRANCE des mesures susceptibles d'être prises à son encontre et l'invitant à formuler ses observations ;

VU l'absence d'observations de la société IRIS OHYAMA FRANCE concernant les mesures susceptibles d'être prises à son encontre ;

CONSIDÉRANT que d'après les constats effectués le 27 mai 2025 par l'inspection des installations classées, la société IRIS OHYAMA FRANCE ne respecte pas les prescriptions de l'article 74.1 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2018 susvisé concernant les bâtiments et locaux ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux conditions d'exploitation imposées par son arrêté préfectoral susvisé ;

CONSIDÉRANT que les installations précitées peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et peuvent être à l'origine d'un incident ou d'un accident ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne :

ARRÊTE

Article 1 – RESPECT DES DISPOSITIONS

La société IRIS OHYAMA FRANCE, sise 990 avenue Marguerite Perey – ZA du Parc du Levant sur la commune de Lieusaint (77127), est mise en demeure de respecter, **dans un délai de quinze jours** à compter de la notification de la présente décision, les dispositions de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 18/DCSE/IC/028 du 3 mai 2018 qui prévoit que « *Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie. À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.* ».

Article 2 – SANCTIONS

Faute d'obtempérer à la présente injonction, la société IRIS OHYAMA FRANCE sera passible des sanctions tant pénales qu'administratives prévues par les textes relatifs aux installations classées.

Article 3 – FRAIS

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 – INFORMATIONS DES TIERS

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Lieusaint et peut y être consultée.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – NOTIFICATION ET EXÉCUTION

- le secrétaire général de la Préfecture,
- Monsieur le Maire de Lieusaint,
- la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France,
- la cheffe de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée à l'exploitant sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 22 juillet 2025

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice empêchée,
L'adjointe à la cheffe de l'unité départementale
de Seine-et-Marne,



Clémence JAHANGIR

Destinataires d'une copie par mail :

- la préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le maire de Lieusaint,
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours (SDIS),
- la directrice départementale de l'agence régionale de santé (ARS),
- le directeur départemental des territoires (DDT).

Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.